

Le Président du Conseil d'Administration peut déléguer le pouvoir qu'il a reçu en application des alinéas précédents.

Si les cautions, avals ou garanties ont été donnés pour un montant total supérieur à la limite fixée pour la période en cours, le dépassement ne peut être opposé aux tiers qui n'en ont pas eu connaissance, à moins que le montant de l'engagement invoqué n'excède à lui seul l'une des limites fixées par la décision du Conseil d'Administration prise en application du premier alinéa de ce § 1.

§ 2. Il fixe les dépenses d'administration et règle les approvisionnements de toutes sortes. Il arrête les états de synthèse, les inventaires et les comptes qui devront être soumis à l'Assemblée Générale des actionnaires et arrête l'ordre du jour.

Il peut décider la répartition d'un acompte sur le dividende lorsque les bénéfices le permettent

§ 3. Le Conseil d'Administration doit soumettre à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale Extraordinaire tout projet de cession de plus de 50% des actifs de la Société.

§ 4. Le Conseil peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenable à une ou plusieurs personnes, prises dans son sein ou en dehors, avec faculté de substituer.

ARTICLE 24 - SIGNATURE SOCIALE

Les actes concernant la société et tous engagements pris en son nom, sont valablement signés par le Président ou par le Directeur Général, agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs respectifs ou par tout fondé de pouvoir spécial.

ARTICLE 25 - REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. La collectivité des actionnaires peut allouer au Conseil d'Administration à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, qu'elle détermine librement et que le Conseil d'Administration répartit entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.
2. Le Conseil d'Administration lui-même peut allouer à certains administrateurs pour les missions et les mandats qui leur sont confiés à titre spécial et temporaire et aux membres des comités techniques une rémunération exceptionnelle sur décision préalable de sa part.
3. Le Conseil d'Administration peut également allouer le remboursement des frais de voyages et de déplacement desdits administrateurs engagés sur décision préalable du Président, dans l'intérêt de la société.

ARTICLE 26 - CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

1. Toute convention intervenant directement ou indirectement, entre la société et son Président ou un membre du Conseil d'Administration ou Directeurs Généraux doit être soumise à l'approbation de la collectivité des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration.
2. Il en est de même des conventions intervenant entre la société et une entreprise si l'un des administrateurs ou Directeurs Généraux de la société est propriétaire, actionnaire indéfiniment responsable, gérant administrateur ou Directeur Général de l'entreprise, ou membre de son Directoire ou de son Conseil de Surveillance.
3. Le dirigeant intéressé est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a eu connaissance d'une telle convention. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.
4. Le Président du Conseil d'Administration avise le ou les Commissaires aux Comptes de toutes conventions autorisées à ce titre dans les trente jours de leur conclusion et soumet celles-ci à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.
5. Le ou les Commissaires aux Comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'Assemblée qui statue sur ce rapport.
6. L'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum et de la majorité.



8